



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement

DCPPAT – BICUPE – SIC – MB – 2026 – I – 138

Installations classées pour la protection de l'environnement

Commune d'Hesdin-l'Abbé

Communauté d'agglomération du Boulonnais

Arrêté du – 1 JUIN 2026 portant abrogation de la mise en demeure

Le préfet du Pas-de-Calais

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 9 mai 2023 portant nomination de Christophe MARX, en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu le décret du 2 décembre 2025 portant nomination de François-Xavier LAUCH, en qualité de préfet du Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté d'autorisation du 8 janvier 2014 autorisant la Communauté d'agglomération du Boulonnais, située 1, boulevard du Bassin Napoléon – BP755 à Boulogne-sur-Mer (62200), à effectuer les travaux d'aménagement de la station d'épuration située au lieu-dit « Ferme du Rieux » à Hesdin-l'Abbé (62360) ;

Vu l'arrêté du 10 octobre 2025 mettant en demeure la Communauté d'agglomération du Boulonnais de respecter les dispositions des articles 4.2.2 et 7.3.2 de l'arrêté d'autorisation du 8 janvier 2014 susvisé ;

Vu l'arrêté n°2025-10-232 du 22 décembre 2025 portant délégation de signature ;

Vu la visite de l'inspection de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France effectuée sur le site le 18 mars 2026 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement de la DREAL Hauts-de-France du 10 avril 2026 ;

Considérant ce qui suit :

- les constats réalisés durant la visite d'inspection du 18 mars 2026 sont suffisants et répondent aux exigences de la mise en demeure susvisée ;
- il convient donc d'abroger l'arrêté de mise en demeure du 10 octobre 2025 susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

Arrête

Article 1er : Objet

Les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 10 octobre 2025 susvisé, pris à l'encontre de la Communauté d'agglomération du Boulonnais, dont le siège social est situé 1, boulevard du Bassin Napoléon – BP755 à Boulogne-sur-Mer (62200) et qui exploite une station d'épuration située au lieu-dit « Ferme du Rieux » à Hesdin-l'Abbé (62360), **sont abrogées.**

Article 2 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille sis 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS62039 – 59014 Lille Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 3 : Publicité

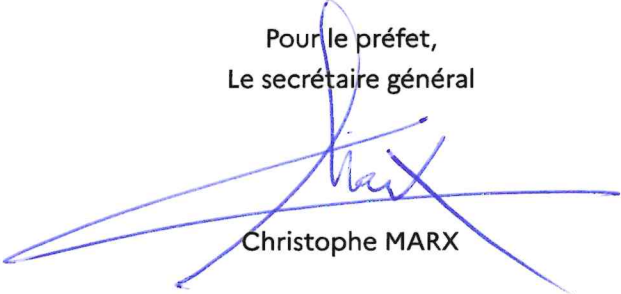
Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, la sous-préfète de Boulogne-sur-Mer et le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au président de la Communauté d'agglomération du Boulonnais et dont une copie sera transmise au maire d'Hesdin-l'Abbé.

À Arras,

Pour le préfet,
Le secrétaire général



Christophe MARX

Copie :

- au président de la Communauté d'agglomération du Boulonnais ;
- à la sous-préfète de Boulogne-sur-Mer ;
- au maire d'Hesdin-l'Abbé ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France – UD du Littoral.